

« LA CLASSE DOMINANTE A TOUJOURS PARLÉ UNE LANGUE DIFFÉRENTE » (MICHEL SERRES)

Robert Caron

Enseignant, j'ai souvent entendu des collègues dire, à bout de solution : « *Nous ne sommes pas des assistantes sociales !* ». Faisons un petit écart et posons-nous la question : Combien d'entre nous se sont approchés du quotidien de celles et ceux qui seraient censés régler les problèmes qui n'étaient pas inscrits dans nos « *fiches de poste* » ? Il faut rencontrer ces professionnels, et mesurer à quel point la machine infernale du système mis en place les broie et les met dans une situation de faiblesse voire de désespoir. Ils sont en contact direct avec le pire de « *l'injustice sociale* » d'un côté et des directives administratives de plus en plus inspirées de la folie managériale. Le rapprochement avec ces professions nous permettrait de réviser notre position. Et tout comme nous avons l'habitude de clamer « *La lecture, c'est l'affaire de tous* », nous devrions envisager notre militantisme et notre analyse comme étant au service d'un autre mot d'ordre : « *L'injustice sociale est l'affaire de tous* ».

(1) « Travail social, Osons affirmer de nouveaux droits », DAADOUCHE Christophe / CORNU Véronique, Chronique sociale.

Un livre récent (« *Travail social, Osons affirmer de nouveaux droits* », Chronique sociale¹) nous permet de prendre conscience du quotidien et du combat de ces professionnels. Devant et à cause de la gravité de la situation, les auteurs ont pris le parti pris de l'humour. Il fallait bien cela tant la situation est désastreuse. De nouveaux droits sont défendus tels que : « *Le droit d'être incapable de s'en sortir* », « *Le droit de ne pas avoir de projet* », « *Le droit d'envoyer de l'argent au pays* », « *Le droit d'être un pauvre récurrent* », « *Le droit de dire la vérité menteuse sans condition* », « *Le droit d'être reçu plus de vingt minutes* » ... Ils vont faire réagir, c'est bien le but du jeu, et même heurter.

Là où nous pouvons largement partager, c'est lorsque ces travailleurs sociaux envisagent de nous faire découvrir les « *termes du social* » et leur traduction :

► « **Absent du domicile pour des raisons indépendantes de sa volonté** » : en taule. ► « **Soutien à la parentalité** » : te dire gentiment comment tu dois mieux ou pas faire avec tes gosses (mais si tu l'fais pas t'iras quand même chez le juge). ► « **Du mal à se mobiliser** » : poil dans la main, payé à rien foutre. ► « **Suivi** » : terme pour qualifier l'usager qu'on n'a jamais réussi à rattraper. On dit alors : « *Celui dont j'assure le suivi* ». Mais peut signifier le contraire : on dit alors « *mon suivi* » pour par-

ler de celui qui essaye de rattraper le travailleur social sans jamais y parvenir. ► « **Accompagnement** » : se dit à propos de celui qu'on a rattrapé et qu'on ne veut plus lâcher. Le passage du suivi à l'accompagnement marque le début de l'accomplissement professionnel. ► « **119** » : numéro vert enfance en danger. À ne pas confondre avec le 115. Quand des enfants connaissent des difficultés, des maltraitances ou qu'ils dorment dehors seuls, cela relève du 119. Quand ils dorment dehors avec leurs parents cela relève du 115. Quand des adultes sans enfant dorment dehors ni le 115 ni le 119 ne sont les meilleures solutions : la mairie de Lourdes, mais le numéro est payant, peut les orienter. ►...

Un jeu de chat et de souris avec les mots : d'un côté de doux euphémismes, de l'autre la traduction dans la réalité. Cela nous renvoie à cette machine politique qui transforme le « balayeur » en « technicien de surface », le « manutentionnaire » en « agent de réception en logistique », le « chômeur » en « demandeur d'emploi » et les « cotisations » en « charges sociales ». On devine à qui cela profite. Les statuts, les salaires, les conditions de travail n'évoluent pas mais, par contre le système enjolive l'emballage en espérant que cela sera suffisant pour calmer tout ce beau monde.

Ce livre, ces témoignages renvoient à une préoccupation partagée, celle du langage. « *La classe dominante a toujours parlé une langue différente* » Cette phrase de Michel Serres nous renvoie à nos responsabilités. Dans une certaine mesure, je fais partie de cette classe dominante même si dans maintes situations je suis dominé par les classes qui me sont supérieures. La responsabilité ou plutôt la vigilance qui est devrait être la nôtre est : dans quelle mesure nous colportons et imposons soit une langue qui nous vient d'en haut, soit celle du groupe social et professionnel auquel nous appartenons ?

Pourvu de cette inquiétude, j'en viens donc à prêter une attention soutenue, à m'arrêter sur les termes, terminologies, expressions qui apparaissent d'un seul coup et qui sont repris par nombre de médias, de personnes, de collègues...

Dans le domaine de l'éducation, je suis souvent irrité par des slogans publicitaires à l'œuvre dans ma profession et qui ne viennent nullement de mes collègues. Par exemple « *Mise en place du Plan de Réussite Educative* » – PPRE pour les intimes – comme si, avant cette décision, nous travaillions tous allègrement à un « Plan d'Échec Educatif ». Ou encore : « *L'école de la confiance* » qui doit, bien entendu remplacer avantageusement « *L'école de la Méfiance* ». Autre exemple : « *Accompagnement à la scolarité* » qui, dans les faits se transforme en « Aide aux devoirs ». Et que dire de ces « petites révolutions » que seraient « *les jeux sérieux* » ou « *la classe inversée* » ?

Dans le secteur social, les vies de quartier, je n'ai cessé – jusqu'à irriter mes compagnons militants – de refuser des termes comme « *vivre ensemble* », « *Lien social* » (« *Il n'existe pas de société sans lien social, mais des sociétés où on réprime le lien politique.* »²), « *le pouvoir d'agir* » (comme si le pouvoir ne permettait pas l'action !), « *gouvernance* »³, « *défendre nos valeurs* » (quand j'entends ce mot, je pense à la Bourse) et même, mais ça les auteurs du livre précité le partagent largement, la sacro-sainte saleté de « *projet* »⁴. Les travailleurs sociaux, dans leur

ouvrage, rendent compte d'une stratégie du système qui est largement partagée dans l'éducation. Plus une personne est en difficulté et plus il faut lui demander. Elle n'a pas d'argent, pas de travail, pas de logement... Soit ! Si elle veut de l'aide, elle doit présenter sa bonne volonté en exposant un « projet ». La mécanique fonctionne à plein : l'important est que celui qui souffre ou se trouve en échec s'attribue la responsabilité de sa situation. Le décrocheur déclarera (et pensera) qu'« il n'avait qu'à bosser à l'école » et le pauvre, le démuné saura que sa situation est due à son absence de « projet ». Ainsi le système est sauf et se dégage de toute responsabilité. Or le décrocheur n'est pas dans un système scolaire parfait puisqu'il n'a pas empêché le décrochage. De même, le système social a failli puisqu'il n'a pas empêché la misère.

(2► Dictionnaire Collectif de la Langue de Bois et des concepts opérationnels : <http://www.scople-pave.org> (3► « Dans les années 80, les technocrates de Margaret Thatcher ont habillé du joli nom de « gouvernance » le projet d'adapter l'état aux intérêts et à la culture de l'entreprise privée. Ce coup d'état conceptuel va travestir avec succès la sauvagerie néo-libérale en modèle de « saine gestion ». Nous en ferons collectivement les frais : déréglementation de l'économie, privatisation des services publics, clientélisme du citoyen, mise au pas des syndicats... ce sera désormais cela gouverner. » (Alain DENEULT, « Gouvernance : le management totalitaire », Lux Éditions) (4► Dans leur étude sur le « nouvel esprit du capitalisme », Eve CHIAPELLO et Gérard BOLTANSKI montrent que si le mot « hiérarchie », qui venait en tête des mots employés dans des ouvrages de management dans les années soixante, a complètement disparu des années quatre-vingt-dix, en revanche, le hit-parade contemporain du management de l'entreprise capitaliste (nombre de fois cité dans le même ouvrage) revient sans conteste à « PROJET ». En engageant les jeunes dans des dynamiques multiples de projets, les travailleurs sociaux leur apprennent à morceler leurs désirs, leurs vies, leurs idéaux. On leur interdit de n'avoir qu'un projet qui durerait toute une vie : vocation, métier, mariage... et on les dresse à l'éphémère, à la mobilité, à l'employabilité d'eux-mêmes dans un monde présenté comme instable et qui n'a jamais été aussi stable : de la stabilité de la marchandise capitaliste pour toujours, pour tous et en tous lieux. Dictionnaire Collectif de la Langue de Bois et des concepts opérationnels, SCOP Le Pavé (5► <http://www.academie-francaise.fr/impacter>

Dans ma vie de bonhomme normal, je fulmine seul devant la télévision en entendant, par exemple, que « la police a changé de doctrine ». Quelle mouche les pique ? Car « doctrine » renvoie tantôt à la philosophie (synonymes : idéologie, philosophie, théorie, thèse), tantôt à la religion (synonymes : croyance, dogme, religion, théologie). De quel côté penche Monsieur Castaner et sa police : la philosophie ou la religion ? L'usage de ce mot lui permet de mettre de la « hauteur » et de la suffisance dans quelque chose qui relève purement et simplement de la prise en compte d'un fiasco organisationnel. Il n'empêche, que sans rire et sans honte, les médias et politiques ont largement répété ce ronflant refrain. Et que dire de cette métaphore agaçante « *Tel parti politique doit absolument changer de logiciel* » ? Et pourquoi pas – ce qui serait plus approprié – de « *changer de système d'exploitation* » ? Et puis que dire du mot « *impacter* » ? Il « *impacte* » un max ! « *Impacter* » vient bien sûr de « *impact* » qui signifie « frapper contre, jeter ». Pourquoi tant de haine ? Le mot attesté dans le Petit Robert depuis 1992 s'est construit en miroir de l'anglais *to impact*, indique le CNRTL. L'Académie française met les choses au point dans sa rubrique *Dire/Ne pas dire*⁵ :

Impacter

Le 6 octobre 2011

Néologismes & anglicismes

Le substantif *Impact*, désignant le choc d'un projectile contre un corps, ou la trace, le trou qu'il laisse, ne peut s'employer figurément que pour évoquer un effet d'une grande violence. On ne saurait en faire un simple équivalent de « conséquence », « résultat » ou « influence ».

C'est à tort qu'on a, en s'inspirant de l'anglais, créé la forme verbale *Impacter* pour dire « avoir des conséquences, des effets, de l'influence sur quelque chose ».

On dit	On ne dit pas
<i>La crise affecte l'activité économique, a des conséquences sur l'activité économique, modifie la rentabilité, touche l'opinion.</i>	<i>La crise impacte l'activité économique, impacte la rentabilité, impacte l'opinion.</i>

Voilà. De quelque côté qu'on se tourne, nous sommes contraints d'user et abuser d'une langue qui n'est pas la nôtre, d'une langue qu'on n'a pas pris la peine d'examiner dans ces détails. Or aucun mot n'est anodin, inoffensif. « **On ne met plus au pas, mais on aligne au mot** » (Gérard Rabinovitch). Mais aussi « **La pensée n'est pas seulement exprimée par des mots, elle vient à l'existence à travers les mots.** »⁶ Nous risquons donc de penser et de faire exister une pensée par l'usage de mots qui ne sont pas pesés et soupesés.

La méthodologie est relativement simple, mais elle se veut aussi permanente : ►**1**) Repérer le « truc » nouveau, le terme, la phrase. Le repérer d'autant plus qu'il est repris par les médias, les politiques, les administrations. ►**2**) Se poser la question du « *Pourquoi disent-ils cela de cette façon ?* », « *Que veulent-ils dire ?* », mais surtout : « *Que veulent-ils cacher ?* »... ►**3**) Recourir au dictionnaire des synonymes pour se rendre compte que des termes seraient sans doute bien plus appropriés. Et débusquer ainsi des intentions non avouables. ►**4**) Jouer avec des paires de mots proches. Par exemple : « *Lutter contre les Discriminations* », je comprends globalement l'intention. Mais pourquoi malmenier ce mot nécessaire de « *discrimination* » ? N'y aurait-il pas avantage à recourir au mot bien plus juste d'« *Injustices* ».⁷

On comprend en voyant l'énergie et la ferveur des politiques, médias et administrations à nous fournir leurs « éléments de langage » tout l'intérêt qu'ils ont à maintenir une société de non-lecteurs. Car si le rapport à l'écrit était partagé pour une majorité de citoyens, nul doute que chacun aurait à sa disposition une richesse de termes, d'expressions, de formulations qu'on ne trouve que dans l'écrit. Ainsi, peu de personnes se laisseraient « *attraper comme des nigauds* »

puisqu'ils auraient en magasin les éléments nécessaires pour mettre en péril les formulations officielles. Et les cabinets de marketing des ministères seraient bien en peine. Nous découvrons de plus en plus la présence de produits toxiques dans notre alimentation. « *La langue ne se contente pas de poétiser et de penser à ma place, elle dirige aussi mes sentiments, elle régit tout mon être moral d'autant plus naturellement que je m'en remets à elle. Et qu'arrive-t-il si cette langue cultivée est constituée d'éléments toxiques ? Les mots peuvent être comme de minuscules doses d'arsenic : on les avale sans y prendre garde, elles semblent ne faire aucun effet, et voilà qu'après quelques temps l'effet toxique se fait sentir.* »⁸

Mettons en place un observatoire des terminologies tendancieuses, débusquons les usages vides de sens ou ceux qui s'avèrent plus fourbes, refusons l'usage au quotidien de glossaires officielles et puis surtout sollicitons les femmes, les enfants, les pauvres, les précaires, les laissés pour compte, bref les « dominés » pour qu'ils nous enrichissent de formulations bien plus conformes à leur réalité ●

(6) « Terrorisme / Résistance, d'une confusion lexicale à l'époque des sociétés de masse », Gérard Rabinovitch, *Le Bord de l'eau*, 2014. (7) Synonymes pour « discrimination » (apartheid, départ, différenciation, discernement, distance, distinction, résolution, ségrégation, séparation) mais pour « injustice » (abus, arbitraire, cruauté, déloyauté, dommage, erreur, favoritisme, illégalité, improbité, inégalité, iniquité, injure, irrégularité, mal, malveillance, noirceur, oppression, partialité, passe-droit, persécution, préjudice, prévention, privilège, scélératesse, tort, vice de forme) (8) Victor KLEMPERER, « LTI, la langue du IIIe Reich. Carnets d'un philologue », Albin Michel, 1996, p.38.